

merce étranger, meilleur sera votre marché domestique. Je dirai à mon honorable ami et à ses collègues qu'avec leur politique aucun navire ne sortira du port d'Halifax ou de celui de Vancouver. Lorsque nous aurons ce dont parlait mon honorable ami il y a un instant,—un tarif qui empêchera l'entrée de toute denrée des autres pays et, en conséquence, ne laissera rien sortir de chez nous,—nous aurons de nouveau une période de marasme et de chômage que nous avons déjà connue à d'autres époques.

Il n'y a, à ce que je vois, qu'une seule erreur dans cette déclaration, et voici: Je parle d'un chômage et d'une stagnation commerciale comparable à ce que nous avions déjà eu antérieurement. Cela va de soi, je voulais parler des derniers jours de l'ancien régime conservateur qui a précédé l'avènement de sir Wilfrid Laurier aux affaires et de la fin de l'administration conservatrice, antérieure à l'époque où l'ancien gouvernement libéral assumait la direction des affaires. Ce que j'aurais dû dire c'est que nous assisterions à un chômage et à une stagnation du commerce d'une gravité inconnue jusqu'ici au Canada. Tel est l'état de choses auquel on est arrivé.

On peut difficilement apprécier la véritable conséquence de ces mesures malavisées, mais il y a une couple de jours un des principaux journaux du Canada publiait une appréciation d'une importance suffisante pour qu'on la signale à la Chambre à ce moment-ci. Il s'agit d'une appréciation soigneusement préparée par l'un des principaux journaux du Dominion, et ce journal semble prêt à risquer sa réputation de tout premier ordre en publiant cet éditorial sur ce sujet. Je cite d'un article de fonds paru dans le *Citizen* d'Ottawa, numéro du 21 septembre 1932, il y a à peine quelques jours. L'article est intitulé: "\$2,500,000 Penalty", et voici le paragraphe que je désire signaler à la Chambre.

On estime que cette politique de restriction du commerce et sa contre-partie,—les efforts en vue de maintenir l'étalon d'or,—ainsi que la dépression mondiale, pour le pays, entraîneront à la fin de 1932, une perte d'au moins \$3,250,000,000 en pouvoir d'achat, par suite de la diminution du revenu des salariés, des cultivateurs, des marchands, des hommes d'affaires, des gens de profession, etc. À cela il faudrait ajouter les recettes en diminution des corporations, que pour le Canada, l'ensemble de la perte,—ou le coût,—ne saurait être éloignée de \$5,000,000,000. Mais, pour être juste à l'endroit du gouvernement, supposons que nous aurions eu, du fait de la dépression mondiale, à subir la moitié de cette perte, même si le gouvernement King était resté au pouvoir. Même dans ce cas-là, sa politique mal conçue semblerait avoir coûté aux Canadiens environ \$2,500,000,000 en deux ans, soit une somme égale à la dette nationale actuelle, ce qui constitue un monument imposant à son erreur de jugement.

Ceci est l'opinion réfléchie du *Citizen*. Les hommes d'affaires peuvent se former une idée de ce qu'un pouvoir d'achat de \$2,500,000,000,

réparti par tout le Canada, aurait contribué à la reprise des affaires et à l'abaissement des impôts.

Cette citation, me semble-t-il, devrait porter les ministres à réfléchir bien sérieusement sur les conséquences de leur programme lorsqu'il s'agit d'expliquer la situation de l'heure actuelle. Je tiens à dire sans ambages que si la situation en Canada a été d'une gravité telle que celle qui a marqué les deux dernières années, il faut l'attribuer, directement et sans le moindre doute, à la politique tarifaire du Gouvernement. J'ajouterai qu'à moins de modifier, et de modifier le plus tôt possible, ce programme de protection à outrance, la situation, en Canada, deviendra même pire qu'elle ne l'est à l'heure actuelle. Il est impossible, je crois, d'exagérer les conséquences adverses que peut voir la restriction du commerce sur l'existence industrielle et commerciale de notre pays, conséquences dues, comme elles le sont, à la politique malavisée des honorables membres d'en face.

Cet après-midi, j'ai cherché, en me servant des propres paroles du Gouvernement, à en faire un tableau comme il se voyait lui-même, comme il se peint lui-même dans les diverses déclarations que renferme le discours du trône. À présent, je vais peindre le Gouvernement comme d'autres le voient, c'est-à-dire le gouvernement tel que le pays le voit et selon la conception que ce dernier se fait de son programme. Je ne crois pas que l'on puisse broser ce tableau d'une façon plus pittoresque qu'en rappelant aux honorables députés d'en face ce qui s'est passé, il y a une semaine aujourd'hui, dans Huron-Sud.

J'insiste sur ce qui s'est passé dans Huron-Sud, parce que cette élection a une signification toute spéciale. Le Gouvernement a lui-même choisi la date de cette élection complémentaire. Les ministres ont voulu faire des conventions conclues à la récente conférence économique impériale la question en jeu durant la campagne. Pas moins de cinq membres du Gouvernement ont pris la parole; quelques-uns ont passé plusieurs jours dans le comté et ont répété maintes et maintes fois que le verdict rendu dans Huron-Sud serait regardé non seulement au Canada, mais en Grande-Bretagne et dans toutes les parties de l'Empire britannique, comme la conséquence des délibérations de la récente conférence économique. Ils savaient fort bien en s'adressant aux électeurs que ceux-ci espéreraient que cette conférence serait suivie de bons résultats; en mettant cette question sur le tapis ils jouaient leur plus forte carte; c'était un appel au patriotisme du peuple. Tout cela est venu immédiatement en tête de toute la publicité que le pays a dû subir durant les délibérations de la conférence tenue